

Chirac, Villepin, Sarkozy, Hollande, Jospin, Fabius, Le Pen, Bayrou, Cohn-Bendit...

Qu'ils s'en aillent tous !

55 % des électeurs ont dit Non au référendum sur la Constitution européenne. Cela malgré un battage médiatique disproportionné en faveur du Oui, malgré le soutien des partis institutionnels UMP, PS, Verts et UDF. Le rejet est le plus massif dans les villes ouvrières et les quartiers populaires. C'est le rejet du libéralisme bien plus qu'une adhésion à la campagne xénophobe d'un de Villiers qui s'est exprimé dans ce vote. C'est une claque pour les partis de gouvernement, pour le Medef et la CFDT, pour tous ceux qui se situent du côté de l'ordre établi. Et ça fait plaisir !

Qu'est-ce que cela va changer ? Sur le fond, pas grand chose. Un bulletin de vote n'a jamais changé la vie. Le chômage, la précarité grandissante, les attaques contre les services publics, tout cela va continuer tant que les luttes sociales n'auront pas modifié le rapport de force. Il suffit de voir l'allure du nouveau gouvernement dirigé par de Villepin avec le retour de Sarkozy pour se faire une idée. Après tout, ils ont bien continué comme si de rien n'était après la claque des régionales il y a un an alors...

Faut-il attendre 2007 ? C'est ce qu'aimeraient faire croire les ténors du PS. Mais attendre quoi ? Que Hollande et les supporters de la Constitution libérale viennent au pouvoir ? Ou bien le retour de Fabius ? Souvenons-nous : premier ministre entre 1984 et 1986, ministre de l'économie et des finances sous Jospin entre 2000 et 2002, Fabius est un homme de droite comme il faut, au service des grands patrons, adepte de la précarité (créateur des TUC), des restructurations (dans la sidérurgie notamment) et des privatisations. S'il revenait au pouvoir en 2007, ce serait pour gérer à nouveau le système. Quant à Buffet et Mélenchon, ils ont aussi siégé dans les gouvernements de gauche plurielle, avec le succès que l'on sait. Pour mettre un coup d'arrêt définitif à trente ans de politiques libérales, pour assurer la satisfaction des besoins de la majorité de la population, il faudra bien autre chose qu'une élection ou un retour de la gauche.

Faut-il « renégocier » une constitution pour l'Europe ? Mais qui irait négocier quoi, avec qui et pour quoi faire ? Chirac, ou demain Fabius, avec des chefs d'Etat et de gouvernement autant qu'eux à l'écoute des intérêts populaires ? Cela n'a aucun sens. Les institutions européennes (la Commission, la Banque centrale, etc.) ont été taillées sur mesure pour les multinationales, elles ne sont pas réformables dans un sens favorable aux populations. Si nous voulons autre chose que l'Europe des patrons et des banquiers, nous devons renverser ces institutions antidémocratiques, supprimer le pouvoir des multinationales et construire, par en bas, un autre pouvoir, dans la rue, sur les lieux de travail, dans les quartiers où nous vivons.

Contre le capitalisme, rassemblons les forces ! Pour une véritable alternative, rien ne remplacera la lutte, la mobilisation, l'auto-organisation des travailleurs et de la population. Aujourd'hui, c'est jusqu'à la moindre municipalité qui est soumise à la loi de grands groupes comme Vivendi ou Bouygues : c'est ce pouvoir qu'il faut renverser. Dans l'activité syndicale et collective, partout, au quotidien, nous devons travailler à la construction de contre-pouvoirs qui à terme devront remplacer le pouvoir en place. Nous devons y œuvrer dès maintenant en rassemblant les forces autour des revendications essentielles et vitales pour les salariés et les chômeurs : revenu minimum à 1500 euros que l'on soit en activité ou privé d'emploi, interdiction des licenciements, contrôle permanent des choix d'investissement par les salariés des entreprises et leurs délégués, réappropriation par la collectivité des entreprises privatisées, nationalisation immédiate et sans indemnité des grandes entreprises agro-alimentaires et pharmaceutiques, augmentation radicale des impôts sur les bénéficiaires des sociétés pour financer les services publics : santé, éducation, culture.

**Ces mesures, personne ne les réalisera à notre place.
A nous tous de nous prendre en mains,
et de préparer le mouvement d'ensemble qui les imposera.**

06/06/05

« Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul, aidons-le ! »